

Déclaration sur la basculement climatique et la crise écologique globale

dimanche 27 février 2011, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2011).

Déclaration adoptée par le Comité International (CI) de la IV internationale (QI) lors de session de février 2011.

Depuis le dernier congrès mondial de la Quatrième Internationale en février 2010, les conséquences du basculement climatique se sont clairement aggravées.

Les pires inondations de l'histoire du Pakistan, une vague de chaleur et les forêts qui brûlent en Russie, le chaos en Australie, les inondations au Sri Lanka, les fortes pluies et les torrents de boue au Brésil ... durant l'été 2010 on a vu un nombre record de désastres, causés par le changement climatique dû aux activités humaines ou plus précisément dû au mode de production capitaliste. En plus, les victimes de ces désastres sont principalement les pauvres, les femmes et les peuples indigènes comme c'est le cas au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka,... et plus généralement, les peuples du Sud.

La marée noire dans le Golfe du Mexique, causée par l'avidité de BP, les plans pour extraire les gaz de schiste dans le contexte de la course infinie vers des combustibles fossiles et les profits, nous montrent que la crise écologiques s'approfondit. La lutte que mène le peuple de l'Equador pour laisser le pétrole dans le sol, pour défendre l'intégrité du territoire Yasuni et sauvegarder sa biodiversité, nous montre le chemin qu'il faut prendre vers une solution réelle.

Nous sommes aussi confrontés à une nouvelle montée des prix des denrées alimentaires comme en 2008-2009. Les prix de la nourriture ont augmenté à cause de la spéculation sur les matières premières. Ceci est une des causes directes de l'explosion des révoltes et du processus révolutionnaire dans le monde arabe.

Nous soutenons les luttes des mouvements paysans et des communautés rurales contre l'agrobusiness et les OGM, en défense des semences locales et de l'agriculture agro-écologique. Nous soutenons également les mouvements pour la production et distribution locale de nourriture, notamment dans les 'déserts alimentaires' que sont les quartiers déshérités des villes dans les pays riches.

Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint les 48 milliards de tonnes. Pour éviter un réchauffement au-delà du seuil dangereux de 2°C, le pic des émissions doit être atteint en 2015 pour ensuite diminuer à 40-44 milliards de tonnes avant 2020.

Les mesures prises par les pays en développement correspondent aux recommandations du GIEC, ce qui n'est absolument pas le cas des pays développés ! Le Japon, la Russie, le Canada s'opposent d'ores et déjà à tout prolongement du protocole de Kyoto au-delà de 2012. Les E.-U. d'Amérique, le plus grand émetteur de gaz à effet de serre par habitant, dont les émissions ont augmenté de 30% entre 1990 et 2005, n'ont adopté aucun projet de réduction de leurs émissions. Le paquet énergie

climat de l'Union européenne est totalement insuffisant et en plus il repose sur des mécanismes de marché, sur la promotion des agrocarburants, sur le nucléaire et la privatisation des forêts tropicales.

Après le sommet de Cancún, les négociations sur climat reprendront à Durban (COP 17) à la fin de 2011 et ensuite au sommet de Rio 20+ en 2012. L'accord avec les pays émergents conclu par les E.-U. d'Amérique en marge du sommet de Copenhague (avec l'accord de l'U.E.) signifie qu'en pratique les négociations internationales sur le climat seront menées par le tandem E.-U. d'Amérique et la Chine. Le soi disant « fonds vert » promet de l'aide financière pour des investissements dans les technologies vertes dans les pays en développement et ce fonds sera géré par la Banque Mondiale et consistera partiellement en des prêts.

Contre la logique spéculative, contre la privatisation et la marchandisation de la nourriture, nous opposons une autre logique, la logique de la défense de la souveraineté alimentaire, de la récupération du contrôle sur les politiques agricoles, pour l'accès aux ressources naturelles (l'eau, les semences, la terre) et nous luttons contre les multinationales, les institutions internationales et les gouvernements complices.

Les mobilisations de Copenhague, le sommet alternatif à Cochabamba et les actions durant la conférence de Cancún, ont montré que des mobilisations radicales contre la réponse capitaliste à la crise sont possibles.

L'urgence de la construction de mouvements sociaux au niveau mondial contre la destruction du climat et contre le productivisme capitaliste avec sa faim insatiable pour les combustibles fossiles est claire.

Les membres de la Quatrième Internationale continueront leurs efforts, en lien avec les activistes et les mouvements sociaux, pour construire une campagne unitaire de masse pour le climat et la justice sociale. Ceci dans la perspective de l'organisation de contre-sommets lors des négociations de Durban (COP 17) et lors du sommet de Rio 20+ .

Une alternative écosocialiste et anticapitaliste constitue la seule réponse réelle à cette crise globale.

Amsterdam
le 23 février 2011

CI de la QI
